la cgt Ford

STOP AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOIS Á FAI !

"Nous n'avons que les victoires des combats que nous menons."

- Accueil CGT Ford
- PSE
- Rubrique CGT GFT
- Section retraités FAI et GFT
- Dessinateurs en soutien Ford
- Les élus CGT Ford
- Revue de presse
- Télés, vidéos,...
- Galerie photos
- Les "Bonnes nouvelles"
- Nos tracts et affichages
- Accords, droits,...
- Grilles des salaires
- Historique du site internet
- Contact

facebook dailymotion

Ford Blanquefort dans l'actualité

Ford rejette le projet de Punch et préfère licencier ses 850 salariés en Gironde

Rue89

Ford annonce la fermeture du site de Blanquefort

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Gironde: Ford refuse l'offre de reprise de Punch, l'usine de Blanquefort va fermer

Ford refuse le projet de reprise de Punch pour son site à Blanquefort

Ford Aquitaine Industries : tout est fini, Ford refuse la reprise de l'usine

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

LA TRIBUNE

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 13 décembre 2018

Réunion CE du 13 décembre 2018

Ford rejette le projet de reprise de l'usine par PUNCH !

Les syndicats CGT, FO et CFE/CGC ont aussitôt quitté la réunion.
La CFTC est restée pour tenir compagnie à la direction !
3 syndicats auront tout essayé pour sauver l'usine et les emplois !

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Patrons voyous !

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 13 décembre 2018

Des précisions sur l'accord de principe

Ce mardi 11 décembre **pourrait être** une journée importante pour l'avenir de l'usine puisque les Organisations Syndicales intéressées par la continuité de l'activité et la sauvegarde d'une partie des emplois ont signé un accord avec le seul candidat à la reprise de FAI, PUNCH, sous **l'autorité** de l'État.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Cet accord amène son lot de questions auxquelles nous nous efforcerons de répondre au fur et à mesure de l'avancée du processus mais nous pouvons déjà éclaircir certains points.

Tout d'abord, Ford peut refuser la reprise.

Ce qui serait particulièrement lamentable du fait que toutes les parties prenantes s'entendent, mais nous ne sommes pas à l'abri de ça tellement la multinationale a démontré son indifférence envers ce qui pourrait nous arriver par la suite (HZ). Si tel était le cas, alors le processus de reprise s'écroulerait et Ford déroulerait son PSE. Mais la multinationale devra alors en assumer TOUTES les conséquences !

Ensuite, il est important de comprendre que cet accord est un accord de principe. Ce qui signifie que les Organisations Syndicales se sont entendues avec PUNCH sous la condition sine qua non que ce dernier respecte la totalité de ses engagements, car dans le cas contraire, il deviendrait caduc, le processus de reprise s'arrêterait et Ford aurait alors tout loisir de dérouler son PSE. L'utilité d'une telle démarche, en plus de mettre la pression sur Ford, est de permettre à PUNCH d'avoir suffisamment de temps pour nous apporter les preuves qui lui permettront de faire la démonstration de la véracité de son business plan et de son plan produits, lettres d'intention de constructeurs, accords sur les emprunts bancaires, etc…

Donc nous ne sautons pas dans le vide sans parachute.

Si Ford valide la reprise, un nouveau calendrier sera mis en place allant jusqu'à la reprise effective de l'usine par PUNCH. Le schéma juridique est difficile à décrire mais divers accords ne dépendant plus de nous seront à finaliser entre Ford, Punch et l'État afin de sécuriser le processus de reprise notamment pour les salariés. C'est surtout sur ce

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

dernier point où nous seront vigilants. Les Organisations Syndicales signeront alors un accord final et engageant après avoir vérifié que toutes nos demandes auront bien été respectées.

Pour en arriver à l'accord de principe, il y aura eu beaucoup de réunions, de discussions, de désaccords et d'engueulades, parfois à la limite de la rupture du dialogue. Mais aussi difficile que ça a pu être, un compromis a été trouvé.

Alors bien sûr, ça n'est pas par plaisir que nous avons accepté 3 années de gel des salaires, un accord de modulation de temps de travail sur 3 ans (dont le contenu reste à négocier mais disposant déjà de limites légales) et la perte de 3 RTT supprimés à partir de 2022 et pour les années qui suivront. Nous considérons que c'est un gros effort, qu'il nous coûte dans tous les sens du terme, et qui ne s'est pas fait sans mal. Les représentants de l'État semblent en avoir bien pris la mesure l'ayant fait comprendre à PUNCH.

Nous avons obtenu en échange des garanties pour les salariés qui resteront mais aussi pour ceux qui partiront :

- Ford imposant aussi ses propres exigences en cas de reprise, Ford contraint Punch à la gestion du PSE y compris pour les préretraites. Il nous aura donc fallu obtenir des garanties sur leur financement. Elles viendront de l'État qui déclare apporter les « garanties absolues" de l'État (fiducie, somme d'argent de Ford protégée, sur 9 ans, prenant en compte un éventuel recul de l'âge légal de départ à la retraite). Alors on peut douter de tout et même de l'État mais il gère des millions de retraites qui sont versées chaque mois… Et nos experts économiques jugent le système sécurisé.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

- Pas touche aux primes ! Punch aura dû abandonner son intention de remettre en question nos diverses primes, notamment nos primes d'équipe. La préservation de nos salaires était une frontière infranchissable.

- Le nombre de départs possibles passe de 450 à 550 maxi (Aucun départ contraint, que des départs volontaires et dans les conditions de Ford), ceci afin de permettre à ceux qui ne souhaitent pas continuer l'aventure de pouvoir s'en aller. C'était une condition à l'acceptation de la perte des 3 RTT. Nous estimions que beaucoup de salariés rejetteraient cette demande préférant partir et qu'il fallait alors laisser cette possibilité à un plus grand nombre. L'effectif minimum qui doit rester à Punch sera donc maintenant de 300, tout en sachant que Punch espère un chiffre approchant des 400 collègues restant. Ce qui permettrait à chacun de faire ses propres choix, partir ou rester, avec des embauches si besoin par la suite.

- Pas de versement de dividendes pendant la période de 5 ans et jusqu'au retour de la profitabilité de l'entreprise.

- Aucun licenciement pour motif économique n'interviendra pour une période de 5 ans. L'engagement de protection de l'emploi prévu dans la convention qui encadrera le versement des aides publiques, portera sur la même période.

Les Organisations Syndicales FO, CGT et CFE/CGC pensent s'être battues ensemble afin de préserver le maximum d'emplois, les meilleures conditions sociales possibles, et afin d'obtenir le maximum de garanties pour les salariés. L'enjeu dépasse largement les

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

portillons de l'usine car beaucoup d'autres emplois dépendent de FAI (environ 2000 emplois induits).

Reste à Ford à prendre la bonne décision. Soit la multinationale fait la priorité à l'aspect humain en facilitant cette reprise et en aidant à sa réussite, soit elle l'empêche avec toutes les conséquences qui en découleront. La reprise lui coûtera plus cher, c'est sûr, que la fermeture de l'usine. Nous verrons donc si son choix sera exclusivement celui d'une multinationale capitaliste qui ne pense qu'à remonter des dividendes aux actionnaires ou s'il lui reste un peu de responsabilité sociale.

Blanquefort le 13 décembre 2018

Appel à rassemblement

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Lieu de la réunion CE Extra

Nos 2 syndicats appellent tout le personnel à se rassembler au moment de la réunion de CE extraordinaire qui aura lieu ce jeudi 13 décembre à 13h30.

Il parait possible que Ford Europe choisisse ce moment pour donner sa réponse définitive sur son acceptation de la reprise de l'usine par Punch ou sa décision de fermer toute discussion et du coup condamner l'usine.

Nous donnons rendez-vous aux collègues pour redire le plus fort possible que nous tenons à sauver nos emplois comme tous les emplois induits, que nous voulons la reprise par punch tout en réaffirmant que nous voulons aussi les meilleures garanties pour l'ensemble du personnel : conditions pour les pré-retraitables, pour celles et ceux qui veulent sauver leurs emplois.

Convocation CE

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Jeudi 13 Décembre 2018 de 13h30 à 14h00

(Salle Lobby)

En vue des dernières réunions de consultation relatives au projet de cessation complète et définitive d'activité de la société FAI et au plan social y afférent et de la dernière réunion d'information relative au processus de recherche d'un repreneur, prévues les 17 et 18 décembre prochain, nous vous remettrons en main propre, les convocations auxdites réunions ainsi que les documents utiles à celles-ci.

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 12 décembre 2018

Communiqué de Bruno Le Maire

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES

Paris, le 11 décembre 2018
N° 909

COMMUNIQUE DE PRESSE

Bruno Le Maire, ministre de l'Economie et des Finances, et **Agnès Pannier-Runacher**, secrétaire d'État auprès du ministre, se félicitent de l'offre ferme et définitive que vient de confirmer ce jour Punch Power Glide pour la reprise du site de Ford Aquitaine Industries (FAI) à Blanquefort.

Cette offre de reprise, qui prévoit de sauvegarder 400 emplois, a été construite sur un plan d'affaires ambitieux, qui doit permettre à Punch de devenir un leader de la production de boites de vitesse automatiques, sur un marché européen en croissance.

L'Etat, la Région Nouvelle-Aquitaine et Bordeaux Métropole concrétiseront la confiance qu'ils portent à ce projet industriel par un soutien financier de 15 millions d'euros.

Les ministres souhaitent également saluer le sens des responsabilités des organisations syndicales et des salariés de FAI, qui ont apporté aujourd'hui leur soutien à ce projet, lors d'un vote en assemblée générale.

L'offre de Punch est ainsi renforcée par cet accord qui permettra de rendre l'usine de Blanquefort encore plus compétitive dans le cadre de la reprise.

En contrepartie, Punch s'est engagé à ne pas demander d'efforts supplémentaires aux salariés pendant toute la durée de l'accord, à ne procéder à aucun licenciement pour motif économique pendant une période de cinq ans, et à ne prélever aucun dividende durant cette période.

Ce projet de reprise dispose désormais du soutien de l'ensemble des parties prenantes - salariés, Etat et collectivités.

Bruno Le Maire et Agnès Pannier-Runacher appellent donc solennellement Ford à accepter le projet de reprise par Punch selon les modalités proposées et à poursuivre les discussions qui permettront la réalisation de la cession au printemps 2019.

À cette fin, Bruno Le Maire appellera Monsieur James Hackett, président directeur général de Ford, afin de lui faire directement part de la position de l'Etat.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort dans la presse

Ford Aquitaine Industries : il ne manque plus que l'accord de Ford pour valider la reprise

Ford acceptera-t-il l'offre de reprise de son usine de Blanquefort en Gironde?

SudOuest :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford : l'ultime coup de pression de Bercy

BLANQUEFORT

Le ministère de l'Économie appelle Ford à accepter le projet de reprise de Punch

CHRISTINE MORICE ET XAVIER SOTA
c.morice@sudouest.fr
x.sota@sudouest.fr

En début de réunion, environ 200 salariés étaient mobilisés. PHOTO DC.M

Dernière ligne droite sur le dossier Ford et la pression est en train de monter. Hier soir, Bercy a publié un communiqué appelant le groupe américain à accepter le projet de reprise porté par Punch. Un coup de pression alors que l'heure tourne. Probable. Jeudi, un comité d'entreprise extraordinaire aura lieu. Il se dit que Ford pourrait dévoiler ses intentions. Sur le papier, le constructeur a jusqu'au 17 décembre pour dire si oui ou non, il accepte de céder l'usine au groupe belge. Bruno Le Maire, ministre de l'Économie et des Finances, et Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'État auprès du ministre, « se félicitent de l'offre ferme et définitive que vient de confirmer ce jour Punch Power Glide ». Ce plan prévoit la sauvegarde de 400 emplois (sur 850). « Punch s'est engagé à ne pas demander d'efforts supplémentaires aux salariés pendant toute la durée de l'accord, à ne procéder à aucun licenciement pour motif économique pendant une période de cinq ans, et à ne prélever aucun dividende durant cette période », précise le communiqué ministériel. Qui rappelle, par ailleurs, le soutien des collectivités locales, qui s'engagent à accompagner la reprise à hauteur de 15 millions d'euros. Il est, par ailleurs, précisé que Bruno Le Maire appellera James Hackett, président directeur général de Ford, afin de lui faire directement part de la position de l'État.

Accord de principe

Bercy met aussi en avant le fait que la reprise de Punch « dispose désormais du soutien de l'ensemble des parties prenantes - salariés, État et collectivités ». De fait, une assemblée générale des personnels des syndicats CGT, FO et CFE-CGC s'est tenue hier après-midi devant l'usine de Blanquefort. Il s'agissait pour les salariés de se prononcer sur la perte trois jours de RTT, en cas de reprise par Punch. En plus du gel des salaires pendant trois ans et de la modulation des heures de travail, sur la même période. Comme l'avait expliqué Philippe Poutou (CGT), en introduction, il s'agissait de valider « un accord de principe », permettant de poursuivre la discussion avec l'équipementier belge, spécialisé lui aussi dans les boîtes à vitesse automatiques.

> « On veut pouvoir dire à Ford, prenez vos responsabilités, c'est vous qui refusez la reprise »

« Nous voulons pouvoir dire à Ford, prenez vos responsabilités, c'est vous qui refusez la reprise », a déclaré, pour sa part, Jean-Michel Caille (CFE/CGC). L'idée, finalement, était « de ne pas fermer la porte complètement à Punch » comme l'a indiqué l'un des orateurs, tout en sachant que Ford aura le dernier mot. Débat animé qui laisse apparaître quelques lézardes. Des salariés ont exprimé leur méfiance. Manifestement, certains d'entre eux, notamment les plus âgés, veulent être certains de « partir dans de bonnes conditions », notamment en pré-retraite. Et le fait que le Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) puisse être géré par Punch, quand bien même il se ferait avec l'argent de Ford, ne manque pas de les inquiéter. À noter que la CFTC n'a pas participé à cette réunion. Elle réclame : « un référendum dans le cadre légal, sur la base de la transparence des informations sur le projet du repreneur qui ne doit pas être caché aux salariés », explique le syndicat. Les salariés présents ont tout de même délivré cet accord « de principe ». à la reprise. Dans une dernière ligne droite sous haute tension.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford Blanquefort. Les salariés approuvent le plan de reprise de Punch Powerglide :

Blanquefort : les salariés acceptent les conditions du potentiel repreneur Punch

SudOuest :

Gironde

Mardi 11 décembre 2018 SUD OUEST

Reprise de l'usine Ford : le personnel appelé à voter

BLANQUEFORT Hier, une énième réunion a eu lieu entre Punch, repreneur potentiel, et les

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

syndicats, sans qu'aucun accord ne soit trouvé. Il ne reste que 7 jours pour éviter le plan social

NICOLAS CÉSAR
n.cesar@sudouest.fr

« A l'issue de la réunion à Bercy, Punch n'a pas obtenu tout ce qu'il veut, nous non plus. Les syndicats ont déjà reculé, beaucoup même, mais Punch en veut plus. On est arrivés à la limite du possible de part et d'autre. Alors que fait-on ? » Hier soir, le communiqué de la CGT de Ford Aquitaine Industries (FAI), envoyé par Philippe Poutou, en disait long sur son désappointement. Cela fait désormais plusieurs semaines que l'industriel belge tente de sceller un accord avec les syndicats sur les conditions d'une reprise de l'usine girondine. Sans succès. Pourtant, le 26 novembre, Jean-Pierre Floris, le délégué interministériel aux restructurations d'entreprises, qui joue les médiateurs, estimait qu'un accord était proche. L'intersyndicale avait accepté un gel des salaires durant trois ans. Mais, elle refuse d'aller plus loin et « d'offrir » trois jours de RTT. Un « sacrifice » sur les conditions sociales, qui semble relatif aux yeux de l'État pour que Punch sauve 400 des 860 emplois de cette usine.

Si aujourd'hui, les salariés disent non au projet de reprise de leur site par Punch, l'espoir de sauver 400 des 860 emplois, sera réduit à néant. Ici, lors de la manifestation, samedi. PHOTO FABIEN COTTEREAU

Syndicats divisés

En réalité, ce refus de perdre trois jours de RTT en dit long sur les doutes des syndicats vis-à-vis de Punch. Beaucoup ont le sentiment que le Belge profite d'être le seul candidat en lice pour racheter l'usine à « bas coût social ». D'autres s'interrogent sur sa solidité. Punch a réussi la reprise du site de General Motors à Strasbourg en 2013, mais le constructeur américain lui avait laissé trois ans de contrat, avec des volumes importants. À Blanquefort, Ford n'a aucune intention d'en faire autant. Ses priorités sont ailleurs : investir sur la voiture électrique, qui n'a pas besoin de boîtes de vitesse, et le véhicule autonome. Dans ce contexte, pris en tenailles entre l'envie de sauver 400 emplois et de maintenir un certain niveau de conditions sociales, les syndicats sont divisés, y compris au sein d'une même organisation, sur la posture à adopter vis-à-vis de Punch. « Il y a des tensions entre le personnel », reconnaît Gilles Lambersend, le secrétaire (CGT) du comité d'entreprise. D'autant plus, que personne ne veut revivre le fiasco du rachat par l'Allemand HZ Holding (2009-2011).

Pour trancher, les syndicats en appellent désormais au vote des salariés cet après-midi à 13 h 30 lors d'une assemblée générale. Car, ils ne veulent pas être tenus pour responsables, en cas de fermeture de l'usine en septembre 2019. Punch et l'État ne manqueront pas de leur rappeler que s'ils avaient cédé sur les trois jours de RTT, cela aurait davantage incité Ford à accepter l'offre de reprise.

Mais, la démarche, aussi démocratique soit-elle, est risquée. Les salariés proches de la retraite sont favorables au plan social de Ford. D'ailleurs, le constructeur américain, qui ne veut surtout pas être contraint de revenir demain à la rescousse, comme en 2011, s'est employé ces dernières semaines à mettre en avant auprès du personnel le montant des indemnités de départ et son « plan social très complet ». De leur côté, les plus jeunes éléments espèrent une reprise par Punch. Mais, la balance pourrait ne pas pencher de leur côté, la moyenne d'âge du personnel de FAI est de 51 ans.

Ford, réticent

À 16 heures, le résultat sera communiqué à Punch. Mais, même si le Belge obtient l'assentiment du personnel, cela pourrait ne pas suffire à convaincre Ford, seul vrai décisionnaire, qui doute de la solidité de son business plan de reprise. Il y a deux semaines, Punch a amélioré ce dernier. Selon nos informations, PSA serait prêt à lui confier la production de boîtes de vitesse automatiques à Blanquefort. Mais, cela ne pourra pas démarrer avant 2022 et pour combien d'années ? En outre, si Punch se dit prêt aujourd'hui à investir 125 millions d'euros dans l'usine, il lui faudra obtenir une bonne partie de la somme auprès des banques… Beaucoup de questions, qui restent sans réponses, alors que la dernière réunion d'information sur le PSE (plan de sauvegarde de l'emploi) de Ford a lieu dans sept jours. La veille, le constructeur américain devrait annoncer sa décision d'accepter ou non le projet de reprise de Punch.

Ford se donne du temps pour l'usine de Blanquefort

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

LE FIGARO

La CGT Ford Blanquefort les mardi 11 et mercredi 12 décembre 2018

Compte-rendu de la réunion à Bercy

après Bercy, ça bataille et ça piétine, mais on n'abandonne pas l'espoir de trouver une solution

La réunion de Bercy, entre l'Etat, le candidat Punch et les syndicats de l'usine Ford a finalement aboutie à … continuer la discussion jusqu'à demain. Il faut savoir que l'enjeu c'est d'abord de trouver un « accord » à 3 pour dans un second temps empêcher Ford de refuser la reprise donc d'imposer en quelque sorte que la multinationale change sa décision pour accepter de céder son usine.

C'est très compliqué parce que Ford semble toujours déterminée à aller au bout de sa logique destructrice. Mais c'est encore plus compliqué parce que Punch ne se contente pas d'élaborer un projet industriel. En effet Punch veut augmenter ses marges et exige des reculs sociaux importants : gel des salaires, modulation du temps de travail, suppressions de RTT.

Nous résistons comme nous pouvons et c'est avec nos moyens, souvent trop seuls, pas assez soutenus, que nous défendons du mieux possible nos emplois comme nos salaires et temps de travail.

L'Etat (cabinets des ministères de l'économie et du travail) participent et œuvrent pour trouver une solution. Mais ce qui est marquant c'est son impuissance à imposer à Ford comme à Punch

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

la défense des emplois, des conditions sociales, de l'intérêt collectif.

Alors ça bricole, ça en est même spectaculaire. Que de réunions, de tractations, de gymnastique pour essayer de sauver le plus d'emplois possibles sans que ce soit les salariés qui en payent la note.

A l'issue de la réunion, Punch n'a pas obtenu tout ce qu'il veut, nous non plus. Les syndicats ont déjà reculé, beaucoup même, mais Punch en veut plus. On est arrivés à la limite du possible de part et d'autre. Alors que fait-on ? Finalement, Punch, comme l'Etat acceptent un temps supplémentaire avec un report de 24 heures du délai, pour « réfléchir ».

De notre côté, ce mardi 11 décembre, avec les syndicats FO et CFE/CGC, nous organiserons une Assemblée Générale avec les collègues, pour expliquer la situation. Nous essaierons de voir plus clair, tous ensemble, sur le choix que nous pourrions faire dans ce contexte de chantages et de pressions multiples.

C'est injuste et inacceptable mais nous nous accrochons, nous menons toujours la bataille pour nous en sortir le mieux possible. Nous avons bien conscience que nous sommes dans une position inconfortable, que nous ne sommes pas aidés par grand monde, qu'avec Ford et Punch nous sommes entourés de gens sans scrupule.

Mais au bout il y a des centaines d'emplois direct en jeu et environ 2000 emplois induits dans la région. Si l'usine fermait ce serait un scandale et aussi une catastrophe sociale pour toute l'agglomération bordelaise. Alors il y a de quoi resté déterminés à sauver cette usine.

Les syndicats FO, CGT et CFE/CGC

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

appellent à une Assemblée Générale des salariés ce mardi à 13h30.

La CGT Ford Blanquefort le lundi 10 décembre 2018

Ford Blanquefort dans la presse

Ford Aquitaine Industries : réunion cruciale entre les syndicats et Punch ce lundi à Bercy :

LA TRIBUNE

SudOuest :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford : la dernière chance

BLANQUEFORT Le sort de l'usine Ford doit être fixé aujourd'hui. Soit Punch reprend le site, soit il sera fermé

Les salariés de Ford mobilisés contre la fermeture de leur usine, samedi, sur le parking de Ford à Blanquefort, en attendant les annonces prévues pour aujourd'hui. PHOTO FABIEN COTTEREAU

Il n'est pas encore 10 heures sur le parking de l'usine Ford de Blanquefort. Les salariés du constructeur automobile arrivent un à un. L'un d'eux décharge des palettes du coffre de sa voiture, les place devant l'entrée de l'usine, les asperge d'essence et embrase le tout. Hervé Rumeau observe la scène, appuyé contre son véhicule. Il lâche, résigné : « Ça pue, on s'attend à rien de bon. »

Les salariés de Ford Blanquefort se sont donné rendez-vous samedi pour protester contre la fermeture de leur usine. Le constructeur automobile doit donner aujourd'hui sa décision d'accepter ou non le plan de reprise du Belge Punch lors d'une réunion au ministère de l'Économie. Si le plan est refusé, l'usine de 870 salariés fermera.

Les salariés pas optimistes

Devant les grilles de l'usine, l'heure n'est pas à l'optimisme. « On a appris que Ford a déjà demandé à ses avocats de travailler sur une réponse négative de la reprise », s'inquiète Gilles Lambersend, secrétaire du comité d'entreprise.

Jusqu'à présent, tout laisse présager que les discussions vont vers une fermeture de l'usine. Le constructeur américain ne juge pas Punch assez solide pour pouvoir reprendre le site. Car si la reprise ne marche pas, Ford devra réinvestir le site, comme ça avait déjà été le cas en 2011. Un scénario que le constructeur automobile veut éviter.

Autre point de blocage, l'accord salarial. Pour que le plan de reprise soit activé par Punch, le fournisseur de boîtes de vitesse belge doit arriver à un accord salarial avec les syndicats. Ces derniers ont accepté un gel des salaires pendant trois ans mais refusent la suppression de trois jours de RTT. Pour Ford, tant qu'aucun accord salarial n'est trouvé, la fermeture du site de Blanquefort est privilégiée. Philippe Poutou, délégué CGT du site, résume la situation. « L'ultimatum, c'est lundi. Mais on a bien compris que Ford se préparait à annoncer la fermeture dans la semaine. » Il ne perd pas sa motivation pour autant. « Jusqu'au bout, on mènera cette bataille-là, le refus de la fermeture de l'usine, pour dénoncer ce scandale. »

Pas question de parler de la manifestation de la dernière chance pour Gilles Lambersend. « Lundi, il y aura une réunion au ministère de l'Économie. Il faudra trouver un accord entre Punch et les syndicats et le présenter à Ford. »

« Des mois qu'on ne sait rien »

Sur le parking de leur usine, les salariés sont décontenancés. Ils ne savent pas vraiment ce qu'il ressort des discussions. « On nous a dit que soi-disant ce n'était pas bon », dit l'un d'eux, avant d'ajouter : « Ça fait des mois que l'on ne sait rien ».

Près du feu de palettes, Hervé Rumeau est un peu déçu. « Il n'y a pas autant de personnel de Ford que je pensais. » Pour lui, beaucoup se sont faits à l'idée que l'usine allait fermer et ont renoncé. « La direction locale martèle sans cesse que le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) de Ford est meilleur que la reprise. »

Ce PSE prévoit de transférer 150 postes dans l'usine voisine de Ford Getrag et un plan de préretraite pour 400 salariés. Le constructeur automobile promet également d'autres mesures qui seraient destinées à aider les salariés à retrouver un emploi.

Hervé Rumeau n'est pas convaincu. « J'ai 52 ans, ça va être compliqué pour retrouver du travail, on est beaucoup ici à ne pas savoir ce que l'on va faire. » Seule certitude pour l'instant, lui et ses collègues viendront quand même embaucher ce matin. « On a un peu de travail, on le fait, mais c'est même à peine une heure. Ford a déjà beaucoup réduit l'activité de l'usine », se désolent deux salariés.

Florent Bardos

La CGT Ford Blanquefort le lundi 10 décembre 2018

Rassemblement devant l'usine
ce samedi 8 décembre 2018

Blanquefort : la salariés de Ford rassemblés dans

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

l'espoir de la dernière chance

Ford Blanquefort - les salariés s'accrochent à un mince espoir

Nos photos :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le samedi 8 décembre 2018

Assemblée Générale des salariés ce mercredi 5 décembre 2018

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 5 décembre 2018

Bonnes nouvelles n°416

UN MONDE DE TORDUS

La situation est complexe parce que Ford comme Punch la complique à l'extrême avec leurs rapacités réciproques. Ford veut partir en payant le moins possible tout en étant disposée à détruire une usine, sans oublier le danger sur GFT dans la foulée. Et Punch veut faire l'affaire du siècle avec cadeaux de l'Etat, argent de Ford et en bonus nous piquer du salaire !

Donc la discussion qui n'en est pas une devient quasiment insoluble. Comment assurer les meilleures conditions à la fois pour les préretraitables et pour celles et ceux qui veulent préserver leur emploi (donc leur salaire) ? Quand on se trouve face à des gens sans scrupule qui n'ont honte de rien quand ils nous parlent compétitivité alors qu'on sait très bien que c'est le mot magique pour s'accaparer un peu plus des richesses que nous produisons.

Résultat, la pression tombe sur nous. Et s'il y a échec, on va entendre ces gens-là et d'autres remettre la responsabilité de la fermeture sur les syndicats ou sur les salariés considérés comme trop « gourmands ». Alors qu'il est impossible de croire un seul instant que cette reprise se décide sur une poignée de RTT ou sur le gel de salaires bien modestes à côté des profits de Ford et Punch !

PUBLICITÉ

Le livre « Ford Blanquefort - même pas mort » est toujours d'actualité au moins pour quelques jours encore ! Il est bien, il permet de parler de notre résistance.
A lire, à faire connaitre ... en vente au CE et auprès des cégétistes.

Mauvaise nouvelle pour les Bretons une nouvelle marée noire arriverait en Bretagne au printemps 2019 : l'Amaud-goeadi# 2

Ford

872 salarié.e.s
3000 emplois induits dans la région

SAUVONS LES EMPLOIS

n° 416-38 (5 décembre 2018) - CGT Ford

Bonnes nouvelles

LA GUERRE EST DÉCLARÉE

journal de la lutte pour sauver l'usine et nos emplois

J-12 ! Quel compte à rebours terrible. Ford a repoussé l'heure de sa décision mais ne semble pas du tout avoir changé de position qui est celle de liquider l'usine.

De la part des dirigeants de la multinationale, c'est pervers. C'est une stratégie d'usure qui est la même menée depuis des années. C'est dégueulasse.

Alors que fait-on ? N'y a t-il plus aucune chance de changer cela ? Ou bien a-t-on encore la possibilité de pousser Ford à accepter la reprise ? C'est difficile de répondre tant les conditions de discussion sont mauvaises.

A aucun moment, nous n'avons eu des rencontres avec toutes les parties autour de la table. Résultat, chacune joue sa partition, égoïstement, sournoisement, à coup de chantages et de pressions.

Malgré cela, il nous faut tenter, et tenter encore, ne pas flancher, s'accrocher, insister pour obtenir la défense de l'usine et des emplois, celle des préretraites. Du mieux qu'on peut. Discutons-en ensemble en AG ce mercredi 5 à 13h30.

RASSEMBLEMENT DEVANT L'USINE

SAMEDI 8 DÉCEMBRE À 10 HEURES

On tente encore un coup de pression, peut-être pas le dernier mais on sait tous qu'on approche d'un moment fatidique ou du moins déterminant pour la suite.

Il n'est pas question d'attendre la réponse de Ford. Il nous faut pousser pour que cette décision ne nous soit pas défavorable.

L'usine ne doit pas fermer, le plus d'emplois possibles doivent être sauvés, pour nous, pour la population.

Nous en appelons très largement, aux collègues évidemment, aux habitants, aux élus locaux, aux syndicats, aux associations, aux partis, aux gilets jaunes…

Il faut être nombreux, il faut faire du bruit. Tant qu'l y a de la lutte, il y a de l'espoir !

Ford

VOLEURS - MENTEURS ET VOYOUS

NON A LA FERMETURE

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Mise en danger d'autrui

Parmi la direction et l'encadrement, quelques uns ont déjà mis au point leur plan de carrière, préparé leur reconversion et pour certains préparent même leurs valises. Ça ne traine pas.

Mais cela ne les empêche quand même pas de se comporter comme des gougnafiers. Un cadre dirigeant s'en prend à des collègues syndiqués, tente de les isoler, de les intimider.

C'est vrai que, depuis le début du mouvement de refus de travail qui s'est étendu à toute l'usine, la direction n'a pas osé prendre une seule mesure de sanction envers aucun collègue.

Elle se contente de menacer depuis des semaines, elle menace à nouveau mais elle s'en tient là (jusqu'à présent), se satisfaisant d'une reprise partielle de l'activité et en distribuant de manière aléatoire, hasardeuse et à la tête du client, son jour « maison » (dit AAPF). Du n'importe quoi !

Pas de sanctions certes mais des coups de pressions qui font mal. C'est ce que nous avons dénoncé en CHSCT, en DP, en CE et auprès de l'inspection du travail.

Nous avons alerté du danger que ce genre de comportement représente pour notre santé, une santé psychologique déjà bien touchée avec l'ambiance fermeture d'usine et licenciements.

Des visiteurs mal intentionnés

Ford veut fermer l'usine et nous virer tous le plus vite possible. Mais faut savoir un truc : Ford veut nous faire travailler jusqu'à la dernière minute, jusqu'à la dernière goute de notre sueur.

L'absence de production constatée depuis des semaines, ça ne plait pas à la direction qui, n'a semble-t-il, rien d'autre chose à faire que de repasser à l'attaque cette semaine... à quelque jours de la fin du PSE.

On a donc eu droit à la visite de mister Gru et du petit Nicolas déguisé en ouvrier, peut-être pour mieux faire passer la pilule.

Prétentieux, hautains, agressifs même, ils ne manquent pas d'arguments d'autorité pour nous en imposer. Car il faut bien comprendre que notre salut sera dans le travail.

Bon et à part ça, la fin du PSE c'est dans 2 semaines. Après Ford se prépare à nous mettre à la maison et à remplir nos dossiers de licenciements.

Le plus raisonnable serait que la direction nous foute la paix, qu'elle garde son temps, ses forces, à créer les conditions pour sauver l'usine. Un avis seulement.

Comment on fait maintenant ?

Nous voilà à 4 jours du nouvel ultimatum Ford et tout semble bloqué.

Ford ne nous parle pas depuis très longtemps. Punch boude parce qu'il n'a pas les reculs des syndicats qu'il veut nous imposer. Et l'Etat ne semble plus savoir quoi faire face à l'intransigeance, l'irrespect du lâcheur comme du repreneur, incapable qu'il est de leur imposer un minimum de respect des règles collectives.

Reste que pour nous la situation est insatisfaisante. Si rien ne se passe, nous allons direct vers la fermeture de l'usine. Punch, et l'Etat disent que si les syndicats ne bougent pas, que si la Cgt n'accepte pas plus que le gel des salaires, alors c'est fichu.

Alors on hésite, on doute, car on a peur de faire une grosse « connerie ». Que doit-on faire ? Certes le chantage de Punch est inadmissible mais serait-il plus judicieux de faire un geste supplémentaire, de reculer un peu plus par exemple en acceptant en plus du « gel » la modulation ou la perte de 3 RTT, de manière à sauver l'usine et les 400 emplois ?

Après un long débat chez nous, on envisagerait d'avancer vers la modulation sur 3 ans. Par ce geste, l'objectif est de relancer l'intersyndicale puis de demander ensemble une réunion à Bercy Etat-Punch-Syndicats pour tenter un accord de dernière minute qui servirait à mettre la pression sur Ford pour ne pas fermer l'usine.

Les reculs, si recul nous faisons, s'accompagnent forcément de garanties minimales, à savoir un PSE géré par Ford, des engagements de Punch sur pas de licenciements et pas d'attaques sur 5 ans...

C'est compliqué parce que nous sommes en position défavorable. Le problème est d'arriver à nous défendre au mieux, c'est pour cela que notre seule chance c'est de rester unis !

A l'appel de CFE/CGC, FO et CGT
Assemblée Générale
Mercredi 5 décembre à 13h30
Discutons et agissons ensemble
Pour notre intérêt commun

Cliquez ici :
Bonnes Nouvelles 416-même pas morts 38 ([...]
Document Adobe Acrobat [849.0 KB]

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 5 décembre 2018

Concert de soutien

CONCERT DE SOUTIEN

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

CONCERT DE SOUTIEN
CONTRE LA FERMETURE DE

VENDREDI 7 DEC • 20H - 1H30

LA MAC (PESSAC) - TRAM B UNITEC

MIKI BANKS • DEEP IMPACT • TI BENJI

EMBUSKADE • AWAKE FROM

RUST AND DUST

OPEN MIC

ENTREE PRIX LIBRE

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 5 décembre 2018

Ford Blanquefort dans la presse

Ford Blanquefort "même pas mort" : le clip qui tourne sur les réseaux sociaux

SUD OUEST

Les "Ford Blanquefort" racontent leur combat dans un clip vidéo

.3

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La CGT Ford Blanquefort le lundi 3 décembre 2018

Communication avec le délégué interministériel Jean-Pierre Floris

Comme annoncé dans notre compte-rendu d'hier et suite à l'analyse du business plan de PUNCH, les Organisations Syndicales CFE/CGC, FO et CGT (absence de la CFTC) ont téléphoné au délégué interministériel Jean-Pierre Floris ce matin.

En effet, il apparaissait encore dans le business plan que Ford laissait à PUNCH la gestion du PSE, notamment concernant les préretraités, ce qui ne correspondait pas du tout à nos demandes.

Nous avions donc alerté Jean-Pierre Floris hier.

Suite à des discussions hier après-midi entre l'État et Ford d'un côté et l'État et PUNCH d'un autre, Monsieur Floris nous informe que Ford serait disposé à conserver la gestion du PSE en cas de reprise.

Ce serait une avancée significative dans nos revendications, mais nous attendons maintenant prudemment de le voir écrit noir sur blanc.

La CGT Ford Blanquefort le vendredi 30 novembre 2018

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Compte-rendu de l'analyse du nouveau business plan de Punch avec le cabinet Sécafi

Comme annoncé hier par la direction, Ford nous a bien transmis le business plan fait par Punch. Mais non seulement il est couvert par la sempiternelle confidentialité, mais en plus il est largement noirci sur de nombreux points nous empêchant d'en dire plus mais aussi d'en savoir plus.

Quoi qu'il en soit, l'aspect positif est qu'il s'est réellement consolidé avec l'arrivée d'un nouveau projet ambitieux aussi bien en investissements qu'en nombre d'emplois (avec des embauches à la clé) et des prévisions économiques tangibles.

Mais Punch reste arque bouté sur ses exigences sociales, à savoir 4 années de gel des salaires, 5 RTT en moins et l'accord de modulation du temps de travail. Les deux derniers points étant toujours refusés par la CGT mais aussi par la grande majorité des collègues de l'usine qui s'y opposent fortement.

Par ailleurs, tel que présenté dans le document, Punch reprendrait tout le personnel et gèrerait le PSE. Donc Punch ne prend pas (encore) en compte le nouveau schéma juridique demandé par les syndicats et l'État (gestion des préretraites par Ford). Donc là il y a un vrai point de désaccord ! Certainement que ce point est une exigence de Ford puisque la multinationale veut se désengager de toutes ses responsabilités sociales et économiques. Sur ce point, nous avons téléphoné à Monsieur

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Floris ce matin qui nous informe qu'il y a des discussions cet après-midi avec Ford sur ce point et nous le rappelons ce vendredi matin pour en connaitre la teneur.

Le cabinet Sécafi a demandé à obtenir le document du business plan non censuré et à être reçu à Strasbourg pour faire le constat des documents signés nécessaires (lettres d'intentions, etc…).

À suivre…

La CGT Ford Blanquefort le jeudi 29 novembre 2018

Ford Blanquefort dans les médias

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Un sursis de douze jours pour les «Ford» de Blanquefort

Vidéo. Usine Ford de Blanquefort (33) : Ford reporte sa décision quant au projet de reprise par Punch

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Gironde : Ford reporte sa décision sur le projet de reprise de l'usine de Blanquefort

Gironde : Ford reporte sa décision sur le projet de reprise de Punch

Ford Aquitaine Industries : Ford repousse au 10 décembre sa décision sur la reprise de l'usine

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford reporte au 10 décembre sa décision sur le plan de reprise de son usine à Blanquefort

Blanquefort : Ford reporte au 10 décembre sa décision sur le plan de reprise

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 28 novembre 2018

Réunion du Comité d'Entreprise du mercredi 28 novembre 2018 concernant la recherche d'un repreneur

Ordre du jour : Poursuite de l'information du Comité d'Entreprise sur le processus de recherche d'un repreneur :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Une présentation du coût de la dépollution du site est faite en début de réunion, le coût est estimé à 2,5 millions d'€ en cas de reprise de FAI à 20 millions d'€ en cas de cessation totale d'activité avec démolition des bâtiments.

Géris :

Ils font le bilan de leur échec. Enfin pour nous c'est un échec. Parce que pour Ford qui n'a pour obligation légale que de rechercher un repreneur et non d'en trouver un, pour Ford qui veut se débarrasser de cette usine, pour Ford qui veut abandonner ceux que la multinationale appelait des « collaborateurs », pour Ford qui ne veut assumer ni ses responsabilités économiques ni ses responsabilités sociales, pour Ford l'objectif est atteint.

Punch :

Gerd Inden lit un courrier de Ford Europe (ci-dessous, ce que nous avons retenu):

Ford a reçu l'offre révisée de Punch le 26 novembre. Ford accepte que les discussions se poursuivent jusqu'au 10 décembre.

Le business plan apporte un changement important. Les investissements nécessaires seront beaucoup plus élevés avec une trésorerie plus élevée dans FAI jusqu'en 2025. Les investissements nécessitent des emprunts bancaires.

Punch doit fournir des documents démontrant que les banques acceptent et que les clients existent.

Le business plan est basé sur de nombreuses hypothèses auxquelles Punch n'a pas encore apporté de réponse.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Globalement, le business plan comporte toujours un risque significatif pouvant avoir un impact sur l'avenir de FAI. Bien que les discussions continuent, Ford reste réservé sur l'offre de Punch.

Et puis c'est tout…

Nous savons que Punch a autorisé Ford à fournir des éléments sur son business plan mais la direction locale de FAI n'a rien reçu et n'est donc pas en mesure de nous en dire plus. Encore une démonstration des freins que peut mettre Ford dans ce dossier. Mais la direction locale nous dit que dès qu'elle recevra des éléments sur le business plan, elle nous les transfèrera.

Par ailleurs, si Ford joue au rôle de l'employeur qui s'inquiète pour l'avenir des salariés, la multinationale n'aura aucun mal à faire des licenciements forcés et ne sera pas très regardante sur ce qu'il pourra advenir d'eux.

En conclusion, Ford n'a pas fermé la porte aujourd'hui, ce qui laisse du temps et de l'espoir pour la possibilité d'une reprise.
À suivre…

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 28 novembre 2018

Assemblée Générale des salariés ce mercredi 28 novembre 2018

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

À 13h00 devant les portillons

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

DE TOUT LE PERSONNEL

CE MERCREDI 28 NOVEMBRE

À 13H30 À L'ENTRÉE DE L'USINE

Nos 3 syndicats appellent tout le personnel à une assemblée générale ce mercredi 28 novembre à 13H30/14H pour permettre aux équipes matin et après-midi de se retrouver ensemble.

Nous souhaitons faire le point sur la situation qui évolue ou qui peut évoluer de jour en jour, sur nos positionnements réciproques, sur ce que nous faisons pour obtenir malgré toutes les difficultés l'aboutissement du processus de reprise de l'usine

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

qui assure la préservation de 400 emplois environ et le départ volontaires (pré-retraitables ou autres) dans les meilleures conditions pour tous.

Donc nous vous proposons ce nouveau rendez-vous mercredi à 13h30, en espérant que les collègues d'après-midi puisse venir un peu plus tôt pour y participer.

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 28 novembre 2018

Courrier envoyé par les Organisations Syndicales à PUNCH

Tout d'abord, les 3 Organisations Syndicales Représentatives, CFE-CGC, CGT et FO tiennent à réaffirmer leur volonté et leur détermination pour une reprise de la société FAI.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

La première condition de succès de cette reprise est la solidité du plan d'affaires. C'est pourquoi nous demandons à avoir communication au plus tôt (et si possible dès demain) de ce plan d'affaires et, impérativement avant le 15 décembre, des lettres d'intention et de tout autre document officiel attestant des engagements de Punch et de ses futurs clients.

La seconde condition est celle de la nature du schéma juridique retenu dans le cadre de cette reprise. Nous réaffirmons notre exigence que le PSE avant la reprise soit géré et financé par Ford, schéma défendu également par les services de l'Etat.

Par ailleurs, le repreneur potentiel, la société Punch demande la signature d'un accord de principe sur un accord de performance collective et sur les engagements pris par les différentes parties prenantes.

Or, nous estimons que les délais impartis pour négocier cet accord sont trop courts et que les informations en notre possession (plan produits, lettres d'intention, acceptation du schéma juridique…) sont insuffisantes pour garantir la négociation d'un tel accord.

C'est pourquoi nous demandons une prolongation de ces délais pour pouvoir aboutir.

A ce stade, nous marquons notre accord pour un gel des salaires sur 3 ans.

Nous déplorons que le groupe Ford laisse aussi peu d'activité pendant la phase de transition, contribuant ainsi à accroître les exigences du repreneur.

C'est pourquoi nous demandons la tenue de réunions avec toutes les parties prenantes : Ford, Punch, Etat et collectivités locales et nous.

Cliquez ici :
2018.11.27 Courrier OS à Punch.pdf
Document Adobe Acrobat [65.0 KB]

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 28 novembre 2018

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Bonnes nouvelles n°415

Tous ensemble en manifestation samedi 1er décembre

La mobilisation annuelle contre le chômage et la précarité pourrait prendre une forme nouvelle cette année. En effet en pleine mobilisation « gilets jaunes » en défense du pouvoir d'achat, contre le gouvernement qui donne aux riches en prenant aux pauvres, l'ambiance est à la colère et à exiger que les choses changent.

Après des années de résignation, de défaites et de reculs sociaux, cela semble le moment maintenant de lutter à plus nombreux contre les injustices, contre les inégalités, pour imposer l'arrêt des politiques d'austérité pour une politique sociale : il faut stopper les licenciements et les suppressions d'emplois, il faut augmenter les salaires, les minima sociaux, les pensions de manière à ce que tout le monde vive décemment, il faut développer les services publics, rendre la santé, les transports publics notamment accessibles et gratuits, supprimer les taxes injustes... En clair, il est question d'une autre répartition des richesses. Alors gilets jaunes et rouges, tous ensembles ?

Manifestation
Samedi 1er décembre
à 15 heures,
place de la Victoire
à Bordeaux

Coup dur chez GM

Les salariés de General Motors ont pris un gros coup dans la tête ce lundi 26 novembre. La direction de la multinationale vient d'annoncer un plan de suppressions d'emplois de 15% des effectifs totaux (soit 27 000 des 180 000) avec la fermeture de 7 usines dont 1 au Canada, 4 aux Etats-Unis et 2 en dehors du continent européen.

C'est dramatique et très grave car GM (comme Ford) font des profits mais n'hésitent pas à continuer leurs politiques destructrices de course aux profits et à l'enrichissement de leurs actionnaires, au détriment des salariés.

Il y a un moment, il faudra bien que ça pète, que la colère, la révolte explose pour stopper cette catastrophe sociale.

Ford

872 salarié.e.s
3000 emplois induits
dans la région

SAUVONS LES EMPLOIS

n° 415-37 (28 novembre 2018) - CGT-Ford

Bonnes nouvelles

LA GUERRE EST DÉCLARÉE

journal de la lutte pour sauver l'usine et nos emplois

Est-ce aujourd'hui le jour J ? Certes officiellement le PSE s'achève le 18 décembre mais comme tout le monde le sait, Ford qui a mis un ultimatum pour le 28 novembre est censé donner sa réponse définitive sur la reprise ou pas.

On vous le dit clairement, il y en a ras-le-bol des pressions, des chantages venant de toutes parts, de la culpabilisation, des reproches, des méfiances.

On vous dit aussi que, peut-être que durant ces dernières semaines, toutes les réunions, les multiples et longues parties de bras de fer ont été inutiles, que tout cela n'est qu'une entourloupe supplémentaire, que depuis le début, Ford n'a aucune intention de donner une chance à la reprise.

On ne sait pas mais même si c'est le cas, nous ne regrettons pas tout ce que nous avons fait, toute l'énergie que nous y avons mise. Encore aujourd'hui et encore demain on l'espère, notre objectif reste d'agir pour créer les conditions du sauvetage de l'usine et des 400 emplois nécessaires. Jusqu'au bout !

En action le 28

Il n'est pas question d'attendre la réponse de Ford sans rien faire. Nous appelons à la mobilisation de toutes celles et ceux qui veulent empêcher la fermeture de l'usine, de celles et ceux qui pensent qu'il faut sauver les 400 emplois et permettre le départ des autres dans les meilleures conditions, de celles et ceux qui refusent de subir de se laisser faire.

Alors CGT et FO donnent rendez-vous dès 9 heures, au moment de la réunion du PSE, devant la salle Lobby, à l'extérieur, au moment où la direction locale devrait lire la déclaration de Ford Europe, parce que les dirigeants européens n'auront même pas daigner venir discuter directement avec nous, du début à la fin du PSE.

Ford

VOLEURS - MENTEURS ET VOYOUS

NON A LA FERMETURE

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Pourquoi ils font comme ça ?

A quelques heures du dénouement, au bord de l'annonce de la fermeture, il n'est pas inutile de faire le point.

Nous voyons bien la volonté de Ford qui consiste à fermer l'usine, nous voyons bien aussi la volonté de Punch qui flaire la « bonne affaire » en empochant de l'argent public, de l'argent de Ford, en profitant d'un collectif de travail tout prêt et compétent et en bonus, la possibilité de rogner sur nos modestes salaires. Gagnant-gagnant !

Arbitrage vidéo demandé

Les exigences de Ford et Punch rendent très difficile de trouver une solution. L'Etat essaie de trouver une solution pour sauver l'usine, essayant de concilier tout cela mais semblant impuissant à imposer un minimum de correction aux deux acteurs principaux.

Mais pour aboutir il va bien falloir que quelques conditions évoluent. Pour cela, un « arbitrage » plus rigoureux de la part de l'Etat est nécessaire au moins pour faire respecter l'intérêt collectif ou général.

Il est injuste que la pression retombe sur nous syndicats et que les efforts ou sacrifices, retombent sur nous salariés. Il est injuste mais aussi inefficace que ce soit les salariés qui payent la note alors que c'est la politique de Ford qui est inadmissible.

Pour une poignée de RTT ?

Que l'on ne nous fasse pas gober que la reprise se joue sur le gel de nos salaires et la suppression de 3 malheureux RTT. Quelle fabuleuse entourloupe de faire ainsi détourner l'attention des vrais enjeux.

Ne pas se tromper de responsables

Nous ne pouvons pas être rendus responsables de l'échec d'une procédure de reprise. C'est quand même Ford qui refuse cette reprise et qui sabote les discussions. C'est quand même Punch qui rajoute trop d'exigences.

Pour s'en sortir, il apparait légitime d'exiger que les discussions se déroulent différemment, en toute transparence, avec toutes les parties autour d'une même table, Ford, Punch, l'Etat, les collectivités territoriales et les syndicats.

De cette manière, on pourrait mettre à plat les intentions et engagements de tous, le projet industriel comme les garanties sociales pour l'ensemble des salariés.

Mise en danger du personnel

Il y a des jolis métiers mais celui de la direction de FAI n'en fait pas partie. Depuis le lancement de la procédure PSE, son rôle aura été de nous faire accepter la fermeture de l'usine, à coup de propagande mensongère comme à coups de pressions, d'intimidations diverses, de harcèlement, de menaces, de chantages ... tout y est passé ou presque.

Ce sale boulot aura été fait jusqu'au bout. La direction FAI, quelques cadres dirigeants, n'ont aucun scrupule à nous faire travailler ou à nous remettre au travail. N'importe quel argument est bon.

Rendez-vous compte, si on ne s'y met pas, Ford pourrait fermer l'usine plus vite ou nous mettre au chômage ou nous sanctionner ... comme si la sanction suprême n'était déjà pas là avec la fermeture de l'usine dans les mois qui viennent !

Ce qui est terrible aussi, c'est que certains de ces cadres, de ces soi-disant responsables, pendant qu'ils font la leçon, qu'ils jouent aux garde-chiourmes, se ne gênent pas à préparer leur départ de l'entreprise, travaillent ... pour leur avenir ailleurs ! Quelle honte.

On ne demande qu'une chose, qu'ils fassent ce qu'ils veulent de leur vie, mais qu'ils nous foutent la paix, qu'ils nous laissent respirer, penser ou agir comme il nous semble nécessaire. Ces cadres ont été incapables de préserver l'usine, ils se sont soumis à Ford, ils se sont tus. Pas nous !

Et puis surtout qu'ils ne nous bousillent pas plus qu'ils ne l'ont déjà fait, qu'ils ne nous fragilisent pas plus car les dégâts psychologiques sont là, comme des traces de leur « management » détestable de toutes ces années passées.

Des collègues ont craqué hier, d'autres encore aujourd'hui et combien dans les jours qui vont venir. Un collègue s'est suicidé il y a quelques semaines, en lien avec ce que nous vivons ! Et la direction fait comme si cela n'avait pas eu lieu.

Ce que nous vivons est triste, dramatique, destructeur aussi. Il y a un danger réel pour nous tous. Notre réponse, la meilleure, c'est de se serrer les coudes, d'être solidaires, attentionnés, respectueux entre nous tous.

Après avoir coulé le navire,
ils se sauvent les premiers !!!

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Cliquez ici :
Bonnes Nouvelles 415-même pas morts 37 ([...]
Document Adobe Acrobat [1.1 MB]

La CGT Ford Blanquefort le mercredi 28 novembre 2018

Appel à rassemblement pendant la dernière réunion PSE

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

RASSEMBLEMENT

CE MERCREDI 28 NOVEMBRE
DÈS 9H00 DEVANT LA SALLE LOBBY
LIEU DE LA RÉUNION PSE

Nos 2 syndicats appellent tout le personnel à se rassembler au moment de la réunion du PSE qui aura lieu ce mercredi à 9 heures.

Officiellement, c'est là que Ford Europe doit donner sa réponse définitive sur son acceptation de la reprise de l'usine par Punch ou sa décision de fermer toute discussion et l'usine.

Nous donnons rendez-vous aux collègues pour redire le plus fort possible que nous tenons à sauver nos emplois comme tous les emplois induits, que nous voulons la reprise par punch tout en réaffirmant que nous voulons aussi les meilleures garanties pour l'ensemble du personnel : conditions pour

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

les pré-retraitables, pour celles et ceux qui veulent sauver leurs emplois.

La CGT Ford Blanquefort le mardi 27 novembre 2018

... Et encore de la presse

Ford Aquitaine Industries : demain Ford devrait dire oui ou non à la cession de l'usine

LA TRIBUNE

La CGT Ford Blanquefort le mardi 27 novembre 2018

RÉUNION PSE
MARDI 27 NOVEMBRE 2018
MESURES SOCIALES

Poursuite de l'information en vue de la consultation du Comité d'Entreprise sur le projet de licenciement collectif pour motif

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

économique :

Prime de fin d'année 2019 : la prime sera payée à condition d'être à l'effectif à fin novembre 2019. Les autres toucheront la prime au prorata du temps passé dans l'entreprise dans l'année.

Prime de repositionnement au sein de GFT : de 9 000 à 10 000€ brut.

Retraites : passe de 7 à 8 mois de salaire brut la prime de départ en retraite.

Préretraite : passe de 7 à 8 mois brut la prime de départ en retraite et de verser cette prime de départ en retraite dès le départ en préretraite.

L'allocation différentielle de salaire sur 24 mois : passe de 500€ à 700€.

Supra légale : augmente seulement de 2 mois.

Le CET (Compte Épargne Temps) sera intégré dans les calculs sauf la supra légale.

Conclusion :

Voilà le résultat final des mesures sociales du PSE présenté par Ford et le moins que l'on puisse dire, c'est qu'il est très loin d'être à la hauteur du groupe : une multinationale milliardaire qui préfère engraisser des actionnaires en fermant des usines et en laissant quelques miettes à ceux qu'elle osait appeler des « collaborateurs. »

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Ford = Patrons voyous !
... Et radins !!!

La CGT Ford Blanquefort le mardi 27 novembre 2018

REUNION PSE
MARDI 27 NOVEMBRE 2018
RAPPORT DU CABINET SECAFI

Ordre du jour :
Poursuite de l'information en vue de la consultation du Comité d'Entreprise sur l'opération projetée de cessation complète et définitive d'activité de la société FAI et ses modalités d'application :

1. Le motif économique du projet de fermeture de l'usine et de licenciement de l'ensemble des 872 salariés n'est absolument pas avéré

Tout d'abord, cette fermeture n'est pas du tout la résultante de difficultés économiques, comme en attestent :
Les profits substantiels (46 MdUSD avant impôt entre 2012 et

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

2017) et la solidité financière du groupe Ford (trésorerie nette de plus de 10 MdUSD), procurant une capacité d'investissement très forte, et contrastant avec la situation de crise de 2007-2008 (qui était mise en avant notamment pour justifier le désengagement de 2009), Ford ayant mieux traversé cette crise que ses deux concurrents américains

Le retour à une situation bénéficiaire de Ford Europe depuis 2015, après des pertes dues à des restructurations lourdes et à la crise du marché russe et malgré les premiers effets du Brexit (impact de 600 MUSD sur le résultat 2017), grâce à une remontée progressive des ventes (meilleure part de marché réalisée en 2018 pour un mois d'octobre depuis 2009, soit 8,2%), ayant permis de retrouver les niveaux d'avant-crise

Les bénéfices réalisés par l'ensemble des filiales françaises , la société holding Groupe FMC France profitant des déficits fiscaux reportables de FAI (162 M€ à fin 2017) et la trésorerie du groupe France dépassant 280 M€ (à fin 2017)

Le retour à une exploitation bénéficiaire chez FAI en 2015 et 2016, grâce aux profits réalisés sur les productions pour Ford (6F35 et carter Fox) qui ont compensé les pertes récurrentes sur le double embrayage vendu à GFT

La chronique des bénéfices nets dégagés par FAI depuis 2014, l'exercice **2016** étant complètement **atypique** à cause de la dépréciation des actifs, grâce aussi aux **dividendes reçus de GFT** (216 M€ depuis 2011) permettant de retrouver une **trésorerie largement positive** (38 M€).

Ensuite, cette fermeture ne permet en rien d'améliorer ou sauvegarder la compétitivité de Ford et de sa branche

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Powertrain, bien au contraire :
Une fermeture va coûter bien plus cher que les investissements nécessaires pour installer ou maintenir des activités profitables et pérennes (8FMID, Carter Fox, TTH) :
Aux alentours de **250 M€** (coût du PSE et de son accompagnement, coûts de dépollution), selon nos estimations (sachant que **malgré nos multiples demandes, aucune estimation des coûts de fermeture ne nous a été transmise**), soit plus du double de l'investissement pour l'installation de la 8FMID (et près du triple du chiffrage revu à la baisse)

L'installation de la 8FMID à Blanquefort pour le marché européen aurait été bien plus compétitive que son installation à Van Dyke : 450 dollars d'investissement par transmission, contre 838 dollars

D'autant plus que ce projet a avorté, Ford étant revenu sur sa décision pour finalement attribuer cette production à l'usine de Livonia…

N'hésitant pas ainsi à sacrifier (au moins partiellement) 246 MUSD d'investissement et de coûts de lancement, **véritable gâchis financier pour Ford et humain pour FAI**.
La poursuite de la stratégie de fabrication des transmissions en Europe pour le marché européen aurait eu tout son sens, que ce soit au plan économique ou au plan écologique.

En effet, **le site de Blanquefort est tout à fait compétitif face aux usines nord-américaines**, ce qu'il a montré durant plus de 3 décennies en fabriquant massivement des transmissions automatiques exclusivement pour le marché américain, grâce au savoir-faire, aux compétences et à l'implication de ses salariés, à la qualité de leur travail et à leur productivité reconnues unanimement au sein du monde Ford.

De surcroît, le **bilan carbone** de transmissions fabriquées en Europe

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

pour le marché européen est naturellement bien meilleur que celui de l'importation de ces boîtes depuis le continent américain ou depuis la Chine, les chiffres fournis par Ford étant en un premier temps complètement erronés et en un 2ème temps étonnants…

Une solution intégrant la production de la transmission 8FMID, du carter Fox nouvelle génération et la poursuite du traitement thermique et des services mutualisés avec GFT aurait été tout à fait viable économiquement et pouvait occuper pratiquement l'équivalent de l'effectif actuel.

Cette solution était tout à fait compatible avec le départ en préretraite des plus anciens, permettant ainsi de renouveler les forces vives et les compétences de l'usine.

Cette solution, solide au moins jusqu'en 2027 aurait**permis de préparer l'avenir**, à savoir le passage aux transmissions pour véhicules hybrides (les prévisions de Ford pour le marché européen paraissant pessimistes) et pour véhicules électriques (avec un décollage prévu par Ford à partir de 2023) compte tenu de toute la place disponible dans l'usine.

Projection des volumes de transmissions autoamtiques pour l'Europe basée sur les volumes 2018A									
en kU	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025	2026	2027
6F15	52	20	20	11	8	4			
6F35	82	22	10	4	3				
8F (Mid)	80	176	183	164	160	143	145	148	17
8F24	39	54	46	30	32	33	36	37	35
HF 15/35/45/xx	9	75	88	92	91	83	81	86	94
Battery			2	5	49	98	161	267	286

Au final, **les motifs de la fermeture ne sont ni économiques** (pour

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

améliorer la compétitivité du groupe ou de la branche Powertrain), **ni financiers** (par manque de moyens pour investir à Bordeaux), **mais tiennent plus de la position de principe, quitter définitivement Blanquefort suite au retour « forcé » de 2010, permettant aussi de rapatrier de l'activité et de l'emploi aux Etats-Unis, au détriment de l'activité et de l'emploi en France (et plus généralement en Europe).**

2. La démarche adoptée par Ford n'a été ni loyale, ni socialement responsable

Une fermeture programmée de longue date…

…et cachée pendant des années…

…empêchant ainsi toute anticipation pour éviter la fermeture et limiter la destruction d'emplois (à la différence de la démarche adoptée en 2008-2009)

…ce que traduit la manière dont a été menée la procédure de consultation

Après son premier désengagement et le fiasco de l'aventure HZ, **Ford a dû opérer un retour forcé en 2010**, et a ramené un **patchwork d'activités** afin d'occuper l'effectif d'un millier de salariés sur lequel il s'était engagé.

Une seule de ces activités correspond au **cœur de métier** de l'usine, la transmission automatique **6F35**.

L'autre activité la plus proche et la plus porteuse en emplois après la

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

6F35, la fabrication du **double embrayage** DCT 500 a été **lancée dans les pires conditions**, nécessitant le recours massif à des intérimaires, et s'est avérée **lourdement déficitaire**, le client GFT (pourtant dans le groupe Ford), refusant de payer un prix couvrant le coût de production.

Quant à la fabrication de modules de transport **(racks)**, très éloignée du cœur de métier et fortement déficitaire, elle a eu une **durée de vie très limitée**.
Pour financer son retour et ses investissements, **Ford a reçu des aides conséquentes de l'Etat et des collectivités territoriales, 50 M€ au total à fin 2017 :**
15 M€ au titre des investissements

27 M€ au titre du chômage partiel

8 M€ au titre du CICE
Malgré ces aides publiques, **Ford n'a pas cru devoir respecter son engagement de maintenir 1 000 ETP CDI actifs sur le site pendant 5 ans (2013-2018)** :
Depuis 2014, l'effectif est passé en dessous de cette barre

Aujourd'hui, il est tombé à un peu plus de 800 ETP CDI actifs travaillant chez FAI
Il a encore moins cherché à rajeunir un personnel vieillissant et à renouveler les compétences.

La chronologie des décisions de Ford montre sa volonté de longue date de se désengager et les déclarations successives semblent avoir été faites pour cacher cette volonté et gagner du temps
2015 et 2016 : arrivée des 2 fours chez GFT

Mars 2015 : attribution de la fabrication de la 8FMID aux sites nord-

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

américains de Livonia et Van Dyke (p. 57 L2 PSE)

Mai 2016 : annonce en CE puis en Préfecture de la création d'un**centre d'excellence des boîtes de vitesses** manuelles (usine GFT) et automatiques (usine FAI) à Blanquefort, équipant les **petits et moyens véhicules** Ford (segments B et C) **pour le marché européen**

Juillet 2016 : lancement pour FAI de l'étude sur l'implantation de la transmission 6F15

Eté 2016 : décision de ne pas lancer la gamme de véhicules compacts pour l'Europe, essentiellement le marché russe (p. 51 L2 PSE), faisant chuter ainsi le besoin de la BVA 6F15 pour le marché européen et condamnant ainsi son installation à Blanquefort

Mars 2017 : comité de suivi actant l'absence à date de perspectives de nouveaux produits pour FAI et la mise en place de 3 groupes de travail, et lancement de l'étude sur la 8FMID
Les dates des décisions concernant la 8FMID et la 6F15 ont été cachées et n'ont été connues avec précision qu'à la lecture du Livre 2 du projet de fermeture, daté du 8 juin 2018…

Ainsi, **la mise en place des groupes de travail s'est avérée a posteriori être une vaste mascarade**…

…**malgré l'engagement du management local et des salariés** pour trouver des sources d'économies permettant de renforcer la compétitivité de l'usine et pour faire venir des nouveaux produits (8FMID principalement), **ainsi que celui de la Région** sur le groupe de travail sur l'électrification

Ford n'a jamais eu la volonté que ces groupes de travail aboutissent.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Seul, celui sur la **compétitivité de l'usine** (animé par le management local) a bien fonctionné et a produit des **résultats tangibles** : 8,4% de gains d'efficience en 2017 et un objectif quasiment du même niveau pour 2018.

Le **groupe sur les nouveaux produits** (le plus déterminant pour l'avenir de l'usine) n'a pas pu fonctionner correctement, car **les dés étaient pipés**.

Ford n'a pas hésité à faire travailler 2 hauts cadres de Ford Europe et 3 cadres dirigeants de l'usine pendant 6 mois sur des études dont les résultats étaient connus d'avance, et donc « pour rien ».

Ainsi, **toutes les bonnes idées pour faire venir de nouveaux produits** (réduction de l'investissement à 90 M USD pour la 8F MID, versus 350 M USD initialement pour l'usine de Van Dyke), mais aussi les **développements opérés sur la 6F35** pour équiper le nouveau modèle Ecosport 2L ont été **voués à l'échec et « mis à la poubelle »** par Ford Europe, cantonné dans sa volonté farouche de fermer l'usine FAI.

Quant au **3ème groupe sur l'électrification**, la participation de Ford semble avoir été peu active, relevant plus de l'échange d'informations avec quelques acteurs sur la batterie du futur (SAFT notamment), domaine dans lequel Ford a pris du retard.

Force est de constater que **Ford a laissé pourrir la situation et a « joué la montre »,** en faisant croire qu'il cherchait des solutions, dans le simple but d'arriver au **terme de son engagement** auprès de l'Etat français, à savoir le **23 mai 2018**.

Pour finir de s'en convaincre (si besoin était), il suffit de compter le nombre de jours entre la fin de l'engagement et la tenue début juin d'un

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

CE extraordinaire avec l'annonce du projet de fermeture.

Ce **départ** a donc été **programmé de longue date** (et acté à un moment par le Board aux USA)… témoignant d'un **comportement déloyal envers toutes les parties prenantes,** d'abord les salariés de FAI et leurs représentants, mais aussi les Pouvoirs Publics et leurs représentants (Etat et collectivités territoriales).

Ainsi, Ford aura caché pendant des années, ses réelles intentions, à savoir fermer l'usine une fois pour toutes, écartant même la possibilité d'une reprise, pour éviter tout risque de voir sa responsabilité engagée et de devoir revenir…

Ford a également **préparé son départ** en se réservant la possibilité de « débrancher les tuyaux » très rapidement (découverte d'un stock de sécurité à Valence, envoi possible de la 6F35 dans l'usine de Van Dyke, du Carter Fox chez Linamar, du DCT chez Valeo ou chez Magna Kechnec, et du traitement thermique chez GFT).

Cette attitude contredit de manière flagrante tous les beaux discours que peut tenir l'institution Ford sur sa soi-disant **responsabilité sociale**.

La manière de mener les procédures de consultation en cours témoigne de ce manque de responsabilité sociale.

C'est ainsi que **le Président de FAI et les représentants de Ford Europe brillent par leur absence de toutes les réunions qui se tiennent** (malgré les demandes sans cesse renouvelées des représentants du personnel), ayant entièrement délégué à la direction locale (et à leurs conseils), empêchant ainsi tout échange direct et toute négociation avec les vrais responsables et décideurs, et obligeant à un jeu de questions/réponses sans fin, avec parfois de mauvaises interprétations

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

des questions posées aboutissant à des réponses « hors sujet ». Seule, l'équipe de Business Strategy est venue une fois pour expliquer les raisons du rejet de l'offre de reprise, en réponse à la demande insistante du CE.

Le **lancement de manière concomitante des procédures de consultation sur la fermeture de l'usine et sur la recherche de repreneur** participent aussi de cette démarche.

La recherche de repreneur tient ainsi plus de la nécessité de respecter une obligation juridique (loi Florange) que d'une démarche volontariste visant à se donner les moyens d'aboutir.

Jusqu'à présent, Ford n'a pas joué le jeu d'une reprise, se contentant de respecter le droit du travail en mandatant un cabinet qui a échoué dans sa recherche de repreneur, mais en ne jouant aucun rôle proactif dans cette recherche.

De surcroît, **la communication de Ford tout au long de ces deux procédures concomitantes**, autour de **l'amélioration des mesures sociales du PSE** et de son **refus de la seule offre déposée**, ont perturbé fortement les salariés, les plongeant dans les plus grandes incertitudes et inquiétudes, et les incitant à se projeter dans un avenir hors de l'usine, compromettant ainsi gravement les chances d'une reprise.

Une **démarche socialement responsable** aurait été que Ford soit reste, ce qui était économiquement tout à fait viable, soit **anticipé pour chercher d'autres solutions** (comme une co-entreprise ou une reprise), que la plus brutale et la plus destructrice d'emplois (non seulement l'emploi des 872 salariés, mais aussi les quelque 3 000

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

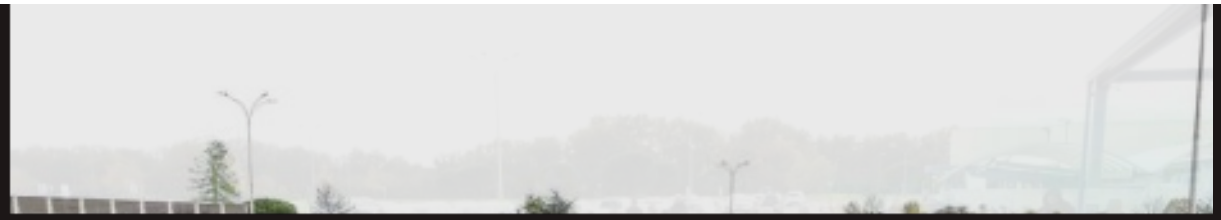
emplois induits), à savoir la fermeture.

Ainsi, **Ford aurait pu activement anticiper**, en **rajeunissant l'effectif** (via un plan de départs en préretraite), et en allant chercher des **compétences** pour doter l'entreprise de fonctions nécessaires pour préparer son autonomie (achats, bureau d'études, service Marketing, force de vente technico-commerciale…) et en prévoyant de **laisser des volumes suffisants pour favoriser une reprise**.

La CGT Ford Blanquefort le mardi 27 novembre 2018

Assemblée Générale des salariés
ce mardi 27 novembre 2018
À 13h00 devant les portillons

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API



Appel des syndicats FO, CFE/CGC et CGT.
Nous n'avons pas eu le temps de faire un affichage pour cet appel mais les bonnes raisons de se tenir informé et de discuter sont toujours les mêmes et ne manquent pas !
Alors rendez-vous à 13h00 devant les portillons de l'usine.

La CGT Ford Blanquefort le mardi 27 novembre 2018

Ford Blanquefort dans les Médias suite au Comité de suivi en préfecture

France 3 :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

TV7 :

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

SudOuest :

Ford : toujours aucun accord entre les syndicats et Punch

BLANQUEFORT Le volet social de la reprise potentielle par Punch inquiète l'intersyndicale

La secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie a rencontré l'intersyndicale hier durant deux heures. PHOTO THIERRY DAVID

« Tout le monde convient que la nouvelle offre remise par Punch Powerglide est améliorée », se félicitait hier soir Agnès Pannier-Runacher. La secrétaire d'État auprès du ministre de l'Économie et des Finances a soufflé un vent d'optimisme sur l'avenir de l'usine Ford Aquitaine Industries, à l'issue du Comité de suivi à la préfecture de Gironde. « Sur le business plan, effectivement, il y a des progrès, mais pas sur le volet social », a nuancé quelques minutes plus tard, Philippe Poutou, le délégué CGT du site. L'intersyndicale a déjà accepté le gel des salaires durant trois ans, mais refuse symboliquement la suppression de trois jours de RTT, à partir de 2022. « Punch veut profiter de la situation pour grignoter sur nos conditions sociales. Peut-on avoir confiance dans un repreneur obsédé par nos salaires ? », justifie-t-il.

1 100 salariés en 2025 ?

En réalité, « nous sommes proches d'un accord avec les syndicats », assure à « Sud Ouest » Jean-Pierre Floris. Le délégué interministériel aux restructurations d'entreprises se veut d'autant plus optimiste que le nouveau business plan de Punch prévoit, selon nos informations, de réembaucher progressivement et d'atteindre 1 100 salariés à l'horizon 2025. L'industriel, qui fabrique aussi des boîtes de vitesses et a déjà repris avec succès le site de General Motors à Strasbourg, serait prêt à investir plus de 125 millions d'euros à Blanquefort.

Des arguments que l'État met en avant pour inciter les syndicats à signer cet accord, afin de mieux mettre la pression sur Ford. La multinationale devrait dire demain au Comité d'entreprise si elle accepte ou non le nouveau projet de reprise de son usine portée par Punch. Un projet qui permettrait de sauver 400 des 860 emplois de l'usine. Jusque-là, le plan de Punch n'apportait « pas suffisamment de garanties par rapport à son Plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) », selon le constructeur américain. Faute d'accord avec les syndicats, l'État tente désormais de gagner du temps et demande à Ford de reporter sa décision au-delà du 28 novembre. Or, son mutisme inquiète. « Ford n'était pas présent au comité de suivi et la direction européenne ne sera pas là demain », se désole Gilles Plenel, un autre élu CGT. « Ford doit faciliter la reprise. Son sabotage ne grandirait pas son image », glisse Benoit Simian, député LREM de Gironde. Ce matin, à 11 heures, Punch se déplace à nouveau à l'usine pour tenter de convaincre les syndicats. Désormais, chaque jour est crucial pour éviter une fermeture de l'usine. La dernière réunion d'information du Comité d'entreprise sur le PSE est prévue le 18 décembre.

Nicolas César

Le sort du site Ford de Blanquefort sera connu le 28

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

novembre

L'USINE NOUVELLE

Gironde : les syndicats ne sont pas convaincus par le plan de reprise de l'usine Ford de Blanquefort

france bleu

La CGT Ford Blanquefort le mardi 27 novembre 2018

Compte-rendu du Comité de Suivi Préfecture de Bordeaux Le lundi 26 novembre 2018

Avec la secrétaire d'État Agnès Pannier-Runacher, auprès du Ministre de l'industrie et des finances, A. Kirchner directeur cabinet, JP Floris délégué interministériel, le Préfet D. Lallemand, Bordeaux Métropole + Région + Département + Ville Blanquefort + Député Médoc.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Les syndicats : FO – CFTC – CFE/CGC – CGT + expert Sécafi

Intro de la secrétaire d'État :
Cette réunion est là pour montrer la détermination de l'État pour aboutir dans le dossier Ford.
Des négociations très intenses ont eu lieu ces derniers jours, on sait qu'elles ont été longues, difficiles, mais c'est pour mieux défendre le projet.
Punch a déposé un nouveau plan de reprise, il est amélioré notamment sur les plans commerciaux, il y a un nouveau CE mercredi 28 novembre, s'il faut quelques jours additionnels pour trouver un accord, il faudra les obtenir.

JP Floris :
Nous parle d'un pré-accord à trouver, d'ici le 15 décembre, après confirmation des lettres d'intention que doit apporter Punch.
Sur la demande de Punch concernant la réduction du « coût du travail », JP Floris remercie les syndicats d'accepter le gel des salaires, apprécie **l'acceptation de FO et de la CFE/CGC concernant les 3 RTT en moins et l'accord de modulation du temps de travail sur 3 ans.**
Il regrette le refus de la CGT sur ces 2 aspects (on respecte ce qui est dit lors des AG de salariés). Il rappelle que si nous n'acceptons pas, ce sera très difficile de garder Punch dans la discussion. Rajoute qu'il manque évidemment pas mal de précisions, notamment sur les départs des préretraites et sur les besoins en compétences.

Gilles L, pour le CE (CGT) = Punch abuse, il demande beaucoup trop, le gel des salaires c'est déjà énorme…
CFTC = les RTT on les a déjà bien payés.
Gilles P (CGT) = il y a d'autres moyens de réduire les coûts sans prendre dans nos RTT et autres, Punch exagère.
FO = la discussion est longue, Punch a coupé la discussion vendredi, pas l'impression que Punch ne nous écoute pas, nous ne fermons pas la discussion, il faut une adhésion des salariés, sinon ça ne peut pas le faire.

JP Floris = il a reparlé avec Mr Baïlo de Punch qui s'est excusé, il reconnait avoir été trop brutal, mais regrette que les syndicats ne reculent pas plus. Ford aussi

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

en fait une condition.
Secrétaire d'État = rappel de l'objectif de la reprise, oui il faudrait que Ford accepte, que Punch avance. Oui on est dans un jeu complexe, plusieurs acteurs, pression du temps, d'ici le 18 décembre il y a quand même du temps, on n'est pas mariés avec Punch, on n'en a pas d'autres, on est conscients des efforts qui vous sont demandés.

CFE/CGC = Ford ne fait aucun effort, est responsable de la situation. AG auprès des salariés. On n'ira pas plus loin que les 3 années de gel, les 3 RTT, les 3 années de modulation.
CFTC = le principal sujet c'est le plan produit, on ne l'a pas, ce n'est pas transparent…

Secrétaire d'État/JP Floris = le nouveau "plan produit" remis à Ford le 23 novembre, seuls l'État et Sécafi l'ont eu, il y a la demande de signer mais s'il n'y avait pas de remise de lettre d'intention, alors l'engagement des syndicats seraient caduques.
Maire Blanquefort = quel est le calendrier ?
JP Floris = remise du "plan Punch" vendredi 23, réponse de Ford le 28 novembre lors du CE, on espère que cette date va bouger, pour nous la date c'est le 15 décembre, le Ministre appelle la direction de Ford Monde ce mardi 27 pour tenter de faire bouger le calendrier et la décision de Ford, juridiquement rien n'impose à Ford de décider le 28 novembre.
Directeur cabinet, A.Kirchner = Punch vient, on est allé les chercher, oui il y a de l'argent de Ford et de l'État, le problème est qu'il n'y a pas de carnet de commande.

Sécafi = les efforts demandés ne concernent que les ouvriers, il y a eu des travaux pour montrer qu'il y avait d'autres sources d'économies, 1 million d'euros peut être économisé sans prendre sur les salaires. En 2026, 2/3 des salariés seraient des futurs embauchés, donc sans l'ancienneté, cela signifie des gains importants pour Punch. Constat que Punch a durci sa position lors de la réunion de vendredi dernier, si Punch veut à tout prix aligner les conditions sociales avec Strasbourg, c'est une mauvaise approche.

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

Secrétaire d'État = le plan Punch ne fait pas apparaître des résultats "confortables", Punch a dû intégrer les économies nécessaires.

CGT = les remises en cause sociales font parties des conditions de Ford ? Ça ne correspond pas avec ce que nous lisons; sur la compétitivité de l'usine, Ford l'a toujours vantée, qu'est-ce qui permet à Punch de la remettre en cause ? Sur les efforts ? Pas suffisants ? Et les 450 suppressions d'emplois directs et les 1200 emplois induits, n'oublions pas cette perte importante ? Pas un effort social que nous faisons tous ? Pourquoi faire reposer sur les syndicats la responsabilité d'un échec, faire reposer sur 3 malheureux RTT l'échec d'une reprise ?

Directeur cabinet = Ford et Punch agissent ainsi pour se protéger, ils veulent toutes les garanties. Punch a promis à Ford qu'ils obtiendraient les concessions exigées. Oui ce n'est pas normal que la discussion se déroule ainsi. Oui la reprise ne peut pas se jouer à 3 RTT. Nous, l'État, nous ne pouvons pas imposer autre chose. Donc on essaie de trouver une solution.
JP Floris = Punch a proposé aux représentants syndicaux de venir à Strasbourg. On a besoin d'un accord ce soir ou demain pour aider, pour continuer la discussion au-delà du 28.
Lataste, cabinet ministère de l'économie = possible de réduire les délais de discussion sur une reprise, permettant à Ford de ne pas changer son calendrier.

Sécafi = le coût pour Ford risque de s'élever, avec le fait qu'il peut y avoir plus de préretraités que prévus, aussi des départs volontaires, en plus des emplois repris, de toute façon plus cher qu'une fermeture simple.

CGT = proposition qu'on sorte de la réunion pour dire que l'État, les élus locaux, les syndicats font front commun pour dire à Ford qu'il faut donner une chance à la reprise, pour dire à Punch qu'il faut reprendre sans recul social.

JP Floris = on veut bien boxer Ford mais pas Punch, on lui demande de venir ce n'est pas pour les critiquer. Punch attend une contre-proposition des syndicats, il demande : 3 + 3 + 3.

CGT = pourquoi Punch n'étudie pas sérieusement la proposition de Sécafi, pour

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

faire des économies autrement que sur nos salaires ?

Plusieurs (Secrétaire d'État, Département …) = mais qu'est-ce que ça vous coûte "3 RTT" et la "Modulation" ? En plus c'est dans 3 ans, si ça marche, les salariés vont vous remercier.

CGT = précise l'état physique et mental du personnel, l'usure, sa moyenne d'âge, les reculs subis depuis des années, les RTT perdus petit à petit, à chaque fois c'était "un peu", là aujourd'hui, c'est "un peu" encore une fois. Il faut stopper cette manie de nous prendre des choses.

Secrétaire d'État = Il faut gérer l'après réunion, nous sommes proches d'un accord, très majoritairement parmi les syndicats, il s'agit de gagner du temps, de pousser Ford à accepter de repousser la date ultime.

Proposition de réunion téléphonée entre les syndicats, JP Floris et Punch mardi 27 novembre à 11h ou 16h30 au CE. On accepte le principe.
Coup de fil avec Punch qui accepte la réunion à 11h.

Commentaires :
La discussion tourne en boucle … pas sur le plan produit ou sur les engagements qu'il faudrait obtenir de Ford ou de Punch, non le seul sujet du début à la fin, c'est l'acceptation par les syndicats de la perte des RTT (3 à 5 ?), de la modulation du Temps de Travail sur 3 ans en plus du gel des salaires sur 3 ans. C'est une obsession ! Ils ne voient plus que ça. On ne parle plus du contenu du plan produit, plus du tout de l'absence de production apportée par Ford pour la période de transition. Il n'est quasiment plus question des engagements, des devoirs de Ford ou Punch. Oui c'est surréaliste.
L'État, le gouvernement en sont à ce niveau d'impuissance face à Ford comme face à Punch, qu'ils en sont à faire dépendre la reprise à une poignée de RTT et à la modulation du TT qu'ils présentent eux-mêmes comme sans réelles conséquences. Ils se rendent bien compte qu'il y a quelque chose qui cloche, ils reconnaissent que l'attitude de Ford est inadmissible, que celle de Punch est déraisonnée, qu'il est anormal de ne

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

pas avoir de rencontre qui regroupe toutes les parties. Mais ils nous assurent, presque désolés, qu'il n'y a pas d'autre solution pour obtenir la reprise que de reculer. La pression est mise, en douceur, mais énorme, tenace, obsédante. Du coup, FO et CFE/CGC seraient prêts à accepter ce « 3+3+3 ». La CFTC rejoindrait la position CGT avec seulement le gel de salaires.

Les élus locaux semblent aussi surpris par la façon dont se déroule cette « discussion ». Ils ne sont pas informés de tout, ils apprennent des choses en même temps que nous. Ils sont mis devant le fait accomplis. Pour eux quelques choses clochent, les questions sont nombreuses.

Mais on s'accroche, on argumente, on montre d'autres pistes, on défend nos salaires (très modestes), on parle du climat dans l'usine, de la méfiance assez répandue, de l'usure des collègues, du ras le bol ambiant.

Au final, ils n'obtiennent rien de plus, s'inquiètent, s'agitent. Mais cherche une brèche, proposent que nous ayons une nouvelle réunion mardi, la veille de l'ultimatum Ford. On accepte, sans illusion que Punch adopte une position plus souple, pourquoi le feraient-ils d'ailleurs ?

Au sortir de la rencontre, la secrétaire d'État déclare que la négociation avance, que nous sommes prêts du but. Comme pour mettre encore plus la pression sur nous, comme pour nous acculer, pour qu'on n'ose pas rester sur notre position. Un dernier coup de pression désespéré ?

Faut se préparer à tenir tout en bataillant sur chaque point. Ils s'acharnent alors nous aussi on s'acharne.

La CGT Ford Blanquefort le lundi 26 novembre 2018

Retrouvez l'historique de cette page de notre site internet en cliquant ici

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API

800.966

PDF created on https://www.htm2pdf.co.uk via the HTML to PDF API